

# François Hollande et l'exaspération des classes moyennes

LE MONDE | 06.11.2013 à 11h02 | Par [Françoise Fressoz](#)

Un profond malentendu s'est installé entre le président de la République et les Français. Alors que depuis l'été [François Hollande](#) leur promet le retour de la croissance, l'inversion de la courbe du chômage et la pause fiscale, eux n'y croient pas. « *Derrière le mouvement de mécontentement généralisé, il y a un doute profond sur la pérennité du modèle français* », constate Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique de l'IFOP.

La fronde de la [Bretagne](#), terre socialiste, majoritairement proeuropéenne, mieux dotée que d'autres régions frappées par la désertification ou l'atonie industrielle, est un vrai signal d'alarme. « *On voit des publics aux parcours très différents se mobiliser contre le pouvoir central. C'est comme si la France d'en bas était en rébellion contre l'Etat central* », analyse François Miquet-Marty, président de Viaoice, institut d'études et de conseil en opinions. « *Ces derniers temps, l'exaspération est montée d'un cran, constate-t-il, elle se cristallise sur la politique fiscale vécue comme un matraquage à la fois injuste et inefficace. Les gens ont l'impression qu'on les mène en bateau et ils sont en colère.* »

Une récente étude d'Entreprise et personnel, réseau associatif d'[entreprises](#), aboutit au même constat. « *On est passé d'un climat social atone à une résignation rageuse* », soulignent Michèle Rescourio-Gilabert et Jean-Pierre Basilien, qui ont rédigé leur note au terme d'échanges approfondis avec des directeurs de ressources humaines, des managers et des salariés. Eux aussi évoquent le choc suscité cet automne par l'arrivée des feuilles d'impôt et l'incompréhension qu'elle a fait [naître](#).

## "BEAUCOUP NE SALARIÉS NE COMPRENNENT PAS"

Du fait du gel du barème de l'impôt sur le revenu, de la refiscalisation des heures supplémentaires ou de la suppression de la demi-part pour les veufs et les veuves, votée sous la précédente majorité, près d'un million de foyers sont devenus redevables de l'[impôt sur le revenu](#) sans l'[avoir](#) forcément anticipé. « *Beaucoup de salariés aux revenus modestes ou moyens ne s'attendaient pas à être concernés. Ils ne comprennent pas* », constatent-ils.

Dans un article publié par la revue *Commentaire* (n° 143, automne 2013), Jérôme Fourquet montre que la défiance fiscale s'est en réalité installée très tôt, dès les premiers mois du quinquennat. Les esprits, pourtant, semblaient préparés à l'effort : en avril 2011, alors que le candidat Hollande faisait campagne sur la réduction des déficits publics, 88 % des Français s'attendaient à des hausses d'[impôts](#) après le scrutin de 2012, dans le prolongement de celles décidées par le gouvernement Fillon. En juillet 2012, 67 % se disaient prêts à [participer](#) à l'effort. Mais quatre mois plus tard, sous l'effet de la hausse des prélèvements obligatoires, l'état de grâce fiscal prend fin.

Un net décrochage se produit dans toutes les catégories d'actifs : professions libérales et cadres supérieurs, mais aussi professions intermédiaires, employés, ouvriers touchés par la fin de la [défiscalisation](#) des heures supplémentaires. Seuls les retraités, objectivement épargnés par ce premier train de mesures, se disent encore prêts à l'effort.

## SENTIMENT D'UNE CONFRONTATION ENTRE [POUVOIR](#) ET NANTIS

Novembre 2012, c'est l'époque où François Hollande et Jean-Marc Ayrault, dans la foulée de la campagne électorale, assurent que seul un Français sur dix paiera. C'est aussi le moment où les « pigeons » organisent la première fronde patronale qui sera suivie d'autres manifestations de mauvaise humeur émanant de dirigeants d'entreprise. Dans un climat social atone, cette mobilisation donne le sentiment, classique lorsque la gauche gouverne, d'une confrontation entre le [pouvoir](#) et les nantis.

En réalité, la rigueur touche tout le monde et les classes moyennes sont en train de [décrocher](#). En mars 2013, l'Insee fait état d'une baisse historique du [pouvoir](#) d'achat des ménages de 0,4 % en 2012. « *C'est le premier recul depuis 1984* », constate l'institut de conjoncture dans une allusion implicite au tournant de la rigueur de 1983. Et comme sous le premier septennat de François Mitterrand, c'est la pression fiscale qui explique cette chute du [pouvoir](#) d'achat : les impôts ont augmenté de 10 % en 2012, après 6,6 % en 2011.

Combinées au chômage massif, les hausses d'impôts accroissent le sentiment de déclassement qui hante les classes moyennes. Dans une [enquête](#) publiée en mai 2013, la Fondation Jean Jaurès met en exergue « *leur grand malaise* » : entre septembre 2010 et janvier 2013, la part des Français déclarant [appartenir](#) aux classes moyennes tombe de 65 % à 59 %, soit une chute de six points.

## L'ALLERGIE FISCALE N'EST PAS L'APANAGE DES SEULS "RICHES"

Inversement, le sentiment d'[appartenir](#) aux catégories « modestes » ou « défavorisées » croît. Désormais, quatre Français sur dix déclarent se [situer](#) dans ces groupes, 44 % affirment « *s'en sortir difficilement avec les revenus du foyer* », alors qu'ils n'étaient que 36 % en 2010. « *Tout se passe comme si les politiques de rigueur menées depuis l'explosion de la [crise financière](#) à l'automne 2008 faisaient se [déchirer](#) le [voile](#) d'une moyennisation en trompe-l'oeil* », souligne le sociologue Camille Peugny. Et d'[évoquer](#) le risque de paupérisation des « *quinze millions de salariés, employés ou ouvriers cantonnés dans des positions subalternes du marché du travail* ».

L'enquête révèle un autre phénomène préoccupant : l'allergie fiscale n'est pas l'apanage des seuls « riches » explicitement visés par le gouvernement dans sa politique de redressement. Elle touche aussi le cœur des classes moyennes. Chez les foyers disposant d'un revenu net supérieur à 3 000 euros net par mois, l'idée se développe que le montant de l'impôt acquitté est élevé, trop élevé et sans rapport avec ce qu'ils reçoivent de l'Etat. « *Ces contribuables se vivent comme trop riches pour [être](#) aidés mais pas assez pour s'en sortir*, souligne Jérôme Fourquet. *Et cela nourrit chez eux un très puissant rejet de l'assistanat.* » François Miquet-Marty

confirme : « Dans tous les entretiens que je réalise, c'est la même ritournelle, ils ont l'impression de [payer](#) pour des gens qui ne font pas d'efforts , en vrac, les fonctionnaires, les chômeurs les immigrés, les étudiants. »

Le député Bruno Le Maire (Eure, [UMP](#)), qui a entrepris un [tour de France](#) au lendemain de la défaite de son camp en 2012, est formel : « Aujourd'hui, ceux qui craquent, ce sont les gens qui travaillent, les gens aux revenus modestes, artisans, commerçants, patrons de PME aux marges trop faibles. Plus ils bossent, plus on les taxe, ils n'en peuvent plus. »

## UNE COMMUNICATION BROUILLÉE

Le démographe Hervé Le Bras, coauteur avec Emmanuel Todd du livre *Le Mystère français* (Seuil), partage le même sentiment : « Il n'y a pas une révolte des pauvres car le système de protection sociale fonctionne plutôt bien et limite le décrochage, assure-t-il. En revanche, il y a une exaspération des actifs qui se battent pour [faire vivre](#) leur activité, dirigée non seulement contre l'impôt mais contre tous les excès de la réglementation. »

La pause fiscale décrétée en septembre par M. Hollande était une réponse politique à cette montée des tensions. Non suivie d'effets, elle a cependant contribué à [accroître](#) l'incompréhension. Même lorsque le gouvernement recule, comme il vient de le [faire](#) sur la taxe poids lourds ou sur la taxation de l'épargne longue, il n'est pas crédité d'une quelconque écoute. Comme si la communication entre les Français et lui s'était totalement brouillée sur la question fiscale, et plus largement sur la conduite de la politique économique.

Faute de résultats annoncés sur la croissance et l'[emploi](#), un doute s'est insinué sur la capacité des dirigeants à [éponger](#) les déficits et à [sortir](#) de la crise. « Ce n'est pas un discours sur la dette, la croissance ou la compétitivité que les Français attendent, c'est un discours sur les valeurs, la solidarité, le travail et le vivre-ensemble », prévient François Miquet-Marty. « Tous les leviers que le pays avait coutume d'[activer](#) en période de crise, la dette et les impôts, ont atteint leur limite. On est au bout du bout et les Français le sentent », souligne Jérôme Fourquet.